

L'AFFAIRE D'OUVEA

22 AVRIL 1988

Le 8 mai 2008, la chaîne de télévision France 2, chaîne publique, a diffusé l'émission d'un documentaire intitulée « Grotte d'Ouvéa, l'autopsie d'un massacre » réalisé par madame Drevillon. Bien entendu, l'affaire présentée par la journaliste est loin de représenter les faits tels qu'ils se sont déroulés à l'époque.

La Revue de l'Association Nationale des Officiers de Carrière en Retraite a publié dans son bulletin trimestriel n° 435 d'octobre 2008 une mise au point que nous publions à notre tour après en avoir été autorisés.

MEMOIRE – ANCIENS COMBATTANTS

RÉTABLISSEMENT DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE: L'AFFAIRE D'OUVÉA

Il ne faut jamais laisser le champ libre aux « faussaires », l'exemple ci-dessous le prouve éloquemment et confirme que les témoins honnêtes d'événements graves doivent s'exprimer, absolument!

Le 8 mai dernier, **France 2, chaîne publique**, fonctionnant avec notre argent, a diffusé dans le cadre de l'émission « infrarouge », un documentaire intitulé « **grotte d'Ouvéa, autopsie d'un massacre** » réalisé par Madame **Drévilion**.

Deux militaires, entre autres témoins des événements, ont réagi vivement à ce qu'ils considèrent comme une entreprise de désinformation sur un sujet d'une extrême sensibilité: le général de corps d'armée (2°S) Miche! **Francheschi** qui, ayant été commandant supérieur des forces armées en Nouvelle Calédonie de 1984 à 1988, avait une parfaite connaissance de la situation locale, le général (2°S) Alain **Picard** qui, en tant que lieutenant-colonel de gendarmerie, commandait alors le sous groupement opérationnel de maintien de l'ordre sud et a vécu la totalité des actions mises en cause dans l'émission. On pourra

d'ailleurs lire avec profit le livre intitulé « Ouvéa - Quelle vérité » qu'il vient de publier et que nous présentons dans la rubrique « bibliographie de ce numéro. Le général **Francheschi** s'est nettement exprimé notamment au cours d'une interview donné à l'hebdomadaire « La Corse Votre Hebdo » ; le général **Picard** a adressé à France 2, le 13 mai 2008, une lettre destinée à l'auteur du documentaire pour exprimer son indignation sur la façon dont l'affaire avait été présentée et répéter à cette personne à laquelle il avait déjà eu affaire, les faits tels qu'ils s'étaient réellement produits.

De ces deux réactions importantes, on retiendra les éléments suivants :

- un rappel des faits par le général **Francheschi** qui disait ne faire que répéter son témoignage sans fard publié en 1998: « Rappelons d'abord la sauvage origine de l'affaire. Le 22 avril 1988, une bande armée investit par surprise la gendarmerie de Fayaoué à Ouvéa, massacre à la machette quatre gendarmes, réussit à capturer tout un peloton de gendarmerie mobile avec son armement, et en retient un grand nombre en otage dans une grotte. Après une quinzaine de jours de

pourparlers infructueux, les otages sont libérés après une opération militaire occasionnant deux morts dans les forces de l'ordre, et dix-neuf parmi les preneurs d'otages. L'assaut de la grotte a été ordonné par le gouvernement avec l'accord du Président **Mitterrand**. Il était devenu « urgentissime » de délivrer les otages dont la vie ne tenait plus qu'à un fil. Que n'aurait-on pas dit après coup, si on les avait laissés massacrer!

- de multiples exemples de manipulation des faits cités par le général **Picard**, telles:

* l'émotion qui accompagne la relation de ce qu'ont subi les ravisseurs d'otages à l'opposé de l'indifférence s'appliquant à leurs victimes,

* l'évocation d'exécutions sommaires de plusieurs ravisseurs mais l'oubli de l'assassinat de plusieurs gendarmes désarmés ou déjà grièvement blessés,

* l'évocation de tortures infligées à des habitants par les militaires ou les gendarmes, en présence de monsieur Pons, ministre de l'outre mer, pour la première fois à Gossanah, alors que même la ligue des droits de l'homme enquêtant sur les événements, ne les a pas établies,

* la manipulation de ses propres témoignages recueillis sur la mort de Dianou à ce moment,

* l'omission récurrente de précisions qui généraient la mise en accusation des forces de l'ordre.

Il juge enfin que, contrairement au but de son livre qui ne hiérarchise pas les morts des deux bords comme le fait le documentaire, mais vise la réalité des faits dans un but de réconciliation des communautés, « ce pamphlet télévisé est d'une rare malhonnêteté en occultant les faits qui gênent le parti pris idéologique de l'auteur ».

Il lui rappelle le texte fondateur du syndicat national des journalistes de 1918: « Un journaliste digne de ce nom, tient la calomnie, les accusations sans preuve, la désinformation des faits, le mensonge pour les plus grandes fautes professionnelles ».

Sa lettre était adressée en copie au Président de France Télévision et aux responsables de France 2, en soulignant que le service public, spécialement, ne devait pas être au service d'une idéologie!

Le général **Francheschi** précise que l'exploitation éhontée de « l'affaire » a commencé dès son dénouement, qu'il s'élève également contre les accusations d'exécutions sommaires et souligne que l'enquête judiciaire et l'enquête de commandement qui ont suivi, ont lavé les forces de l'ordre de cette grave accusation. Il ajoute que le coup de force d'Ouvéa, replacé dans la situation d'ensemble du moment, était prévisible comme « l'écume sanglante d'un processus subversif ayant probablement échappé au contrôle des apprentis sorciers qui l'avaient conçu... et que l'exécution deux ans plus tard des deux chefs séparatistes Djibaou et Yéwéné par leurs propres partisans, confirme de façon dramatique mais incontestable, la thèse du complot qui a mal tourné, fatal à ces deux hommes, mais rétablissant leur cause ».

Nouvel exemple de désinformation dont les armées et la gendarmerie feraient les frais, cette émission démontre que trop souvent l'information du public s'entretient par la polémique et le scandale et que ceci est bien loin de la recherche de vérité à laquelle devrait s'attacher les auteurs. Soyons, comme les généraux **Francheschi** et **Picard**, vigilants et réactifs lorsque nous avons les moyens de constater que la vérité bafouée devient un mode classique de manipulation des consciences.

« Nous faisons nôtre bien entendu les déclarations des généraux Francheschi et Picard, en ce qui concerne le rétablissement des faits et la manipulation de ces événements par la journaliste. »